

OU EN EST LA «THEORIE DU DEVELOPPEMENT» ?

Par

*Fayçal YACHIR**

La «théorie du développement», telle qu'elle s'est imposée au cours des années 1950 à 1970 dans la table des matières de la science économique officielle, est une théorie sans objet. Dans un article récent, «The Rise and Decline of Development Economics», Albert O. HIRSCHMAN définit la théorie du développement par le rejet du principe du «mono-économisme». «Rejeter le mono-économisme, c'est soutenir que les pays sous-développés présentent un certain nombre de caractères économiques communs qui les distinguent de façon déterminée des pays industriels avancés, et que l'on ne saurait donc aborder l'étude des économies sous-développées sans modifier profondément, sous un certain nombre de rapports importants, les données de l'analyse économique traditionnelle, axée sur les pays industriels». Or, les analyses que l'on voit apparaître à partir de la fin des années 1940 et du début des années 1950, et dont l'accumulation va progressivement constituer l'économie du développement, ne s'attardent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, sur la nature et la signification de ces caractères économiques distinctifs dont parle HIRSCHMAN. Les titres des premières contributions sont d'ailleurs significatives, où les termes «pauvres», «arriérés», «retardataires», «agraires», sont les plus fréquemment utilisés.

Certes, les économistes qui s'intéressent à l'économie du Tiers Monde partent de l'observation de phénomènes particuliers, absents du paysage économique de l'Occident. Lorsque Arthur LEWIS met l'accent sur le sous-emploi rural, lorsque R. NURKSE parle du «cercle vicieux» de la pauvreté, lorsque PERROUX ou HIRSCHMAN invoquent la désarticulation de l'économie, ou encore GERSCHENKRON et LEIBENSTEIN l'industrialisation tardive, ils identifient bien sûr des caractères distinctifs des pays du Tiers Monde. Mais il s'agit de simples constats, puisque les phénomènes en question ne sont expliqués ni dans leur genèse ni dans leur signification. La sélection d'un phénomène particulier parmi d'autres pour établir la spécificité des pays du Tiers-Monde, possède alors un caractère totalement arbitraire, et ce n'est pas définir un objet d'étude spécifique que de particulariser a priori un aspect d'une réalité complexe dont on ne possède pas l'intelligence globale. Ce n'est pas un objet inédit de connaissance que cherchent à construire les économistes du développement mais simplement un cas particulier de l'analyse conventionnelle.

Si certains observateurs ont pu croire que se constituait une nouvelle branche de la science économique officielle, spécifique des pays du Tiers Monde, c'est que les phénomènes observés dans ces pays ont servi de prétexte à une nouvelle controverse au sein de cette science économique officielle entre néo-keynesiens ou néo-ricardiens et néo-classiques orthodoxes. Les problèmes «nouveaux» posés par l'analyse des économies du Tiers Monde ont été ressentis par les «économistes du développement»

* *Professeur, Université d'Alger.*

comme une preuve supplémentaire de l'inadéquation des instruments théoriques néo-classiques à la compréhension des phénomènes du monde contemporain.

HIRSCHMAN note qu'en «brisant la glace du mono-économisme, KEYNES va permettre à l'idée de l'existence d'un troisième type de science économique de trouver aussitôt «crédit». Il est certain que les coups portés par l'analyse keynésienne à l'orthodoxie néo-classique ont facilité l'admission d'une «économie du développement» non orthodoxe dans les milieux académiques et gouvernementaux des pays d'Occident, mais celle-ci n'a pas constitué, loin s'en faut, un troisième type de science économique, pas plus qu'elle ne s'est trouvée seule à occuper le terrain.

Les économistes du développement qui mettent l'accent sur le phénomène du sous-emploi rural ou sur la faiblesse structurelle de l'industrie sont en réalité moins novateurs qu'on ne l'a souvent affirmé. La théorie du chômage déguisé, fondé sur l'affectation de travailleurs à des tâches de productivité très faible ou nulle, avait été déjà développée par Joan ROBISON quoique dans un contexte différent. Lorsque LEWIS caractérise le sous-développement par l'existence d'une offre illimitée de travail à l'industrie au taux de salaire courant, fixé au niveau de subsistance, il ouvre la voie à la fameuse théorie du développement dualiste, qui n'est au fond qu'une version à peine remaniée de la théorie ricardienne de l'accumulation du capital. La croissance procède, dans cette théorie, du réinvestissement automatique des profits sur la base d'une technologie inchangée, jusqu'à épuisement du surplus structurel de travail. Le freinage salarial qui en découle oblige alors à passer à une croissance intensive, fondée sur le changement technique qui augmente la productivité du travail. Le secteur industriel (capitaliste) est censé ainsi prendre progressivement possession de la totalité de l'espace économique, par une sorte de loi naturelle.

De même, les auteurs qui partent de l'industrialisation tardive pour définir le sous-développement s'inspirent largement et de l'argument de «l'industrie naissante» des théoriciens classiques et de l'école de F. LIST de l'économie nationale. Les économistes du développement ne mettent pas au point une nouvelle approche, ils se contentent de prendre dans l'arsenal de la science économique officielle les outils qui leur semblent les mieux adaptés à la réalité nouvelle qu'ils découvrent. La nouveauté de l'économie du développement tient pour l'essentiel à cet effort de substituer les instruments keynésiens et classiques à ceux de l'orthodoxie néo-classique pour l'appréhension de phénomènes dont la spécificité est affirmée mais dont on ne questionne nulle part ni la genèse, ni la nature.

En vérité, il n'est pas étonnant que l'économie du développement n'ait pu véritablement identifier son objet — et donc fonder sa légitimité — dans la mesure où elle s'est limitée à l'appareil conceptuel classique et keynésien. Les catégories d'analyse élaborées par RICARDO, KEYNES et leurs disciples, pour être moins chargées d'idéologies que l'orthodoxie néo-classique, sont néanmoins des catégories a-historiques, incapables de rendre compte des conditions de développement du capitalisme en tant que système social. La science économique officielle, et en particulier les économistes du développement, se sont donc trouvés devant le dilemme consistant soit à affirmer la validité universelle des concepts (classiques

et keynesiens), soit à «déclarer forfait» devant les problèmes économiques du Tiers Monde. C'est pourquoi les timides tentatives en faveur d'une approche alternative, comme celle de BOEKE pour qui les sociétés du Tiers Monde, ou plus exactement leur secteur «traditionnel» largement majoritaire, ne pouvaient être analysées à partir des concepts existants, ont vite tourné court, de même que celles des substantivistes pour lesquels la signification des catégories économiques propres à une société est irréductible, de même enfin que la reformulation hésitante (cf. GEORGESCU ROEGEN) des théories néo-populistes russes de l'économie paysanne (CHAYANOV). Si elle n'a donc pas constitué une nouvelle branche de la science économique, l'économie du développement non-orthodoxe n'a pas réussi à acquérir le statut d'une nouvelle orthodoxie. Dès les années 1950, en effet, les économistes néo-classiques commencent à s'intéresser aux problèmes du Tiers Monde, par le biais d'abord de la théorie du commerce international. Après tout, la théorie des avantages comparatifs d'HECKSHER et d'OHLIN est encore relativement récente et c'est durant la période d'après-guerre qu'elle va connaître son apogée. C'est durant les années 1950 et 1960 que se diffuse le crédo de l'avantage comparatif fondé sur les dotations relatives différentes en facteurs de production. Les prix relatifs différents des «facteurs de production», en particulier du travail et du capital, sont placés au centre de l'explication des formes de spécialisation des pays du Tiers Monde. Et la théorie des avantages comparatifs néo-classiques affirme la rationalité de la spécialisation primaire dans la mesure où le développement des activités de production relativement intenses en travail doit conduire à l'égalisation internationale des prix relatifs du travail, voire même à leur égalisation absolue comme dans la version de SAMUELSON du théorème HECKSCHER-OHLIN.

Bien sûr, les théoriciens néo-classiques font souvent observer que les conclusions de leurs analyses sont subordonnées à la réalisation des conditions très restrictives qu'ils supposent : mobilité parfaite de facteurs de production dans le pays et immobilité entre les pays, flexibilité des prix et des salaires, identité des fonctions de production à l'échelle internationale, rendements constants à l'échelle et surtout libre-échange. Ces précautions permettent d'ailleurs aux plus astucieux parmi ces théoriciens de mettre au point une défense subtile face aux attaques de leurs adversaires keynesiens. Lorsque ces derniers incriminent les mécanismes du marché à propos des dysfonctions observées dans le Tiers Monde, certains néo-classiques invoquent au contraire l'absence ou l'insuffisance des conditions nécessaires au fonctionnement régulier des marchés (transport, communications, information...). Ils concèdent alors la nécessité d'une intervention de l'Etat, mais en vue d'assurer un fonctionnement «normal» du marché, non pour se substituer à lui. Mais, en dépit de ces précautions, la théorie néo-classique de l'échange international fonctionne dès cette époque comme un plaidoyer permanent en faveur du libre-échange et l'intégration croissante des pays du Tiers Monde dans le commerce international. Et les plus prestigieux des théoriciens orthodoxes, J. VINER, G. HABERLER, H.G. JOHNSON, C. KINDLEBERGER, entre autres, ne se privent pas d'intervenir directement dans le débat public, parfois dans les pays du Tiers Monde eux-mêmes,

oubliant alors bien souvent l'extrême irréalisme des hypothèses sur lesquelles leurs modèles sont fondés.

C'est aussi l'époque des tentatives de «dynamisation» de la théorie néo-classique de l'échange international, à travers l'examen des effets de la croissance et du changement technique sur les termes de l'échange international et sur les coûts comparés. La préoccupation des théoriciens néo-classiques est ici de montrer que l'introduction de la croissance et de l'innovation ne sont pas incompatibles avec les conclusions traditionnelles de la théorie de l'échange international, établies dans un contexte statique, c'est-à-dire, de fixer des dotations en facteurs. Or, certains travaux vont démontrer que l'expansion et/ou l'innovation peuvent, dans certains cas, conduire au changement de la spécialisation initiale. En d'autres termes, dans un pays du Tiers Monde, la croissance économique entraîne une configuration des coûts comparatifs différente de celle qui dérivent de sa dotation relative en capital et en travail ! Un tel résultat, établi dans le cadre de l'appareil conceptuel néo-classique, va évidemment à l'encontre des conclusions traditionnelles du théorème HECKSCHER-OHLIN et des recommandations des théoriciens orthodoxes. Là encore, cependant, la passion idéologique sera plus forte que le respect de la rigueur scientifique, et les néo-classiques préféreront ne pas tenir compte de ces situations troublantes !

Au demeurant, ces analyses sont fondées sur une théorie néo-classique de la croissance, toute nouvelle, élaborée entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, en réaction à la construction d'une économie keynesienne de l'expansion économique. Là où des auteurs comme HARROD, ROBINSON, KALDOR, tentent de spécifier les conditions d'un équilibre dynamique sur le marché du travail et sur le marché des produits, tout en soulignant le caractère exceptionnel de la réalisation spontanée de ces conditions, les théoriciens néo-classiques (SOLOW, SAMUELSON, MEADE) s'attachent à construire une mécanique parfaite dans laquelle l'équilibre est constamment assuré par la flexibilité du rapport quantitatif entre le capital et le travail.

La notion de flexibilité des proportions de facteurs va permettre aux théoriciens néo-classiques d'investir «l'analyse» du développement; sans trop s'embarrasser des difficultés liées à la situation particulière des pays du Tiers Monde. Le sous-développement est alors défini en termes simples de déséquilibre du marché du facteur travail, dans la mesure où des interventions «extra-économiques» entraînent la rigidité des proportions de facteurs, et empêchent l'absorption du surplus de travail. Certaines formulations de la théorie néo-classique du développement reprennent le thème du développement dualiste, fondé sur l'offre illimitée de travail au taux de salaire courant. Contrairement à la thèse de type classique de LEWIS, dans laquelle l'absorption de travail est limitée par le stock d'équipement disponible, la persistance du surplus de travail est alors expliquée par l'égalesation de la productivité marginale du travail et du taux de salaire (R. ECKAUS, FEI et RANIS, JORGENSEN). La reformulation de la théorie du développement dualiste en termes néo-classiques est une preuve supplémentaire de l'échec de l'économie non-orthodoxe du développement à se construire un objet réellement spécifique. Un champ épistémologique différent aurait, en effet, rendu impossible la substitution des instruments néo-classiques aux instruments classiques dans le cadre de la même problématique.

Malgré (ou à cause) de ses faiblesses, la théorie néo-classique tend à s'imposer comme étant la théorie économique dominante, au cours des années 1960, et pas seulement dans l'approche des problèmes du développement. Celui-ci est conçu désormais, et de manière plus explicite que dans la théorie classico-keynesienne, comme un cas particulier, mais secondaire, de la problématique générale de la croissance. Il reviendra à des auteurs comme ROSTOW, situés en marge de la recherche académique, d'éclairer et de proclamer l'unité de la démarche orthodoxe, en définissant les étapes d'un processus universel de croissance (ou de développement, les deux termes devenant synonymes), qui servent à positionner les pays du Tiers Monde et les pays industrialisés.

L'économie du développement, dans sa version orthodoxe, néo-classique, comme dans ses formulations classique et keynesienne, se présente ainsi comme une application particulière d'une science réputée universelle, et non comme une approche alternative d'un phénomène irréductible. Elle manifeste simplement un nouveau découpage du champ d'investigation de la science économique officielle. L'économie du développement complète en quelque sorte le catalogue de la théorie conventionnelle, en s'ajoutant à des corpus théoriques plus anciens, relatifs à la monnaie, à l'échange international, aux prix, à l'investissement, au changement technique, etc... Un tel découpage du champ d'analyse va d'ailleurs de pair avec un cloisonnement du savoir en plusieurs disciplines. Et ce qui est vrai de la science économique officielle l'est aussi de la science politique et de la sociologie officielles. Chacune de ces disciplines tend, en effet, à s'ouvrir aux problèmes nouveaux du sous-développement, mais c'est pour en enfermer aussitôt la spécificité à l'intérieur du cadre érigé de ses concepts idéologiques. Curieusement d'ailleurs, ces disciplines qui évoluent en ordre dispersé, aboutissent au même point. Là où la science économique officielle voit un retard dans l'accumulation des facteurs de production, la sociologie conventionnelle découvre un déficit de l'esprit d'entreprise et la science politique des classes moyennes embryonnaires.

Pas plus que l'économie du développement, la sociologie du développement, et de façon générale, les théories de la «modernisation», qui ont acquis au cours des années 1960 une position très forte dans les sciences sociales en Occident, ne constituent des approches alternatives. Leur originalité se limite au repérage empirique de champs d'investigation parcellaires. Or, les domaines d'étude ainsi recensés ne constituent que des éléments d'une totalité, qui est celle du système capitaliste dans le cours de son développement mondial. Avec la non-autonomie de ces champs parcellaires que sont les aspects économiques, sociologiques, politiques d'un sous-développement jamais expliqué dans sa substance, disparaît toute possibilité de constituer des objets de connaissance significatifs, et donc des sciences sociales particulières.

Si l'économie (et la sociologie) du développement ne possèdent pas d'objet propre, l'appréciation de leur validité scientifique doit nécessairement se situer au niveau de la discipline générale dont ils constituent une branche parmi d'autres. Ce n'est pas sur l'adéquation de l'économie du développement aux problèmes qu'elle est censée résoudre qu'il faut concentrer l'attention, encore que cette démarche ne soit pas sans intérêt, c'est

surtout sur la validité scientifique de l'appareil conceptuel dont elle se sert. Bien souvent cependant, l'approche particulière des problèmes du sous-développement sert de révélateur parce qu'elle met en lumière des positions idéologiques habituellement masquées par les constructions plus sophistiquées de la théorie générale.

En réalité, l'économie du développement, surtout dans ses versions classique et keynesienne, a cherché à se donner moins un objet de connaissance qu'un champ d'action. Si la plupart des auteurs désignent tel ou tel aspect de l'économie sous-développée pour en définir l'essence, leurs analyses portent bien plus sur les voies d'un possible développement. En d'autres termes, leurs travaux sont plus normatifs que «positifs». Dans l'article déjà cité, HIRSCHMAN estime que l'économie du développement ne se serait pas développée dans les pays industrialisés de l'Ouest si les économistes occidentaux n'avaient pas été convaincus à la fois de la nécessité d'une nouvelle approche et de la possibilité de régler les rapports économiques internationaux de manière que les pays développés puissent contribuer au progrès des pays du Tiers Monde. Aux économistes occidentaux, «il fallait des raisons de penser ou tout au moins d'espérer que leurs propres pays étaient à même de jouer un rôle positif dans le processus de développement, éventuellement après l'introduction, dans les relations économiques internationales, de certaines réformes réalisables». Ce serait faire preuve de cynisme que de méconnaître ce qu'il y a de généreux dans l'élan qui a porté beaucoup d'universitaires et de chercheurs occidentaux vers l'étude des problèmes du Tiers Monde. L'optimisme, l'intuition de l'ampleur des changements à venir ou tout simplement la curiosité intellectuelle ont certainement favorisé cette «mobilisation des activités du développement» dont parle HIRSCHMAN. Mais au-delà des motivations des individus, il y a la demande sociale.

Ce n'est certes pas un hasard si les sciences sociales en général, et pas seulement l'économie du développement, connaissent au lendemain de la guerre une expansion sans précédent. Le système économique et social du capitalisme s'est, en effet, profondément transformé. L'Etat, dans les pays capitalistes de l'Ouest, acquiert un contenu de classes plus complexe, qui en fait un lieu de conflits entre différentes fractions de la bourgeoisie, et des classes moyennes. Il devient lui-même l'instrument de la constitution de couches sociales nouvelles de type bureaucratique et technologique. Ses fonctions traditionnelles de légitimation deviennent plus difficiles à assumer en même temps qu'il en acquiert de nouvelles. L'Etat intervient, en effet, non plus seulement dans l'aménagement des conditions «périphériques» de l'accumulation du capital, mais directement dans la reproduction économique et sociale du capitalisme. L'Etat capitaliste, qui garde cependant son statut de représentant global de la bourgeoisie, notamment monopoliste, est donc contraint de faire face à une multitude de situations particulières, inédites, dont le contrôle ou la maîtrise nécessitent une connaissance rationnelle. Ce qui est vrai de l'Etat, l'est aussi, quoique dans une moindre mesure, des grands groupes capitalistes, des syndicats ouvriers, et de façon générale des groupements économiques, sociaux et politiques des pays développés. La cristallisation des corporatismes, l'institutionnalisation du contrat et de la négociation, la compétition politique enfin, entretiennent

une demande croissante de connaissances et d'analyses économiques et sociales dans ces pays. Bien entendu, une telle demande est socialement structurée, et si l'ensemble des acteurs sociaux organisés ont un besoin objectif de «science sociale» pour formuler des stratégies rationnelles, la demande exprimée par les acteurs sociaux hégémoniques, appareils étatiques et grands groupes privés, apparaît en général comme étant la plus «solvable».

Dans la mesure où ces acteurs sociaux hégémoniques possèdent la capacité de créer et de mobiliser plus de ressources pour la production des connaissances, leurs demandes particulières déterminent largement l'orientation et le contenu de la recherche économique et sociale. La science sociale, et c'est là ce qui fonde son essor contemporain, se voit donc investie de la mission de fournir les éléments d'une rationalisation des pratiques de la classe dominante des pays capitalistes avancés.

Le paradoxe est qu'une telle rationalisation fasse appel à la science sociale officielle dont les paradigmes interdisent une intelligence globale des lois de fonctionnement du système capitaliste, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. L'analyse des problèmes concrets du fonctionnement du capitalisme, tels qu'ils se posent aux acteurs sociaux hégémoniques, s'appuie sur des présupposés théoriques dont la fonction idéologique d'occultation des rapports sociaux est depuis longtemps établie. Du point de vue des classes dominantes, un tel paradoxe est nécessaire, puisque l'élucidation de questions particulières, liées à des aspects déterminés du fonctionnement du capitalisme, doit s'arrêter en deçà de l'interrogation globale sur la nature du système capitaliste. En somme, la science sociale officielle doit répondre à la fois à un besoin de connaissance (du fonctionnement du système) et à un «besoin de méconnaissance» (de la structure du système), assurant ainsi une fonction scientifique en même temps qu'une fonction idéologique.

D'un autre côté, un tel paradoxe renvoie à l'autonomie relative de tout appareil conceptuel par rapport au point de vue de classe qui a présidé à son élaboration. Une théorie sociale qui exprime dans ses présupposés le point de vue des classes dominantes n'est pas nécessairement incapable de déboucher sur des vérités scientifiques partielles. Un appareil conceptuel donné peut avoir une validité scientifique contestable en même temps qu'un pouvoir d'explication localisé et une certaine efficacité opérationnelle. Ce n'est pas parce que la théorie néo-classique exprime globalement l'idéologie de la bourgeoisie triomphante que ses instruments seront incapables de rendre compte de phénomènes économiques particuliers. Même si l'optique de RICARDO ou de KEYNES ne permet pas de fonder une théorie satisfaisante du capitalisme, les instruments d'analyse classiques ou keynesiens éclairent des aspects importants de son fonctionnement et de son évolution. A l'inverse, si l'approche de MARX, parce qu'elle représente globalement le point de vue des classes dominées et exploitées, fournit les éléments d'une analyse rigoureuse du système capitaliste, l'utilisation des concepts marxistes est loin de garantir systématiquement la scientificité de tout résultat. Au demeurant, l'expérience du marxisme soviétique, surtout pendant la période stalinienne, démontre qu'aucune théorie sociale n'est à l'abri de l'instrumentalisation pratique et idéologique par les groupes sociaux

dominants, quelle que soit par ailleurs la validité scientifique de ses concepts fondamentaux. Le point de vue de classe d'une théorie sociale ne détermine pas de façon univoque la scientificité de l'ensemble de ses instruments et de ses analyses. Parce que l'activité scientifique est par nature une activité aléatoire, dont les résultats ne sont pas nécessairement en constante adéquation avec les prémices. Mais aussi parce que la diversité des niveaux d'application (et d'élaboration) des concepts leur donne un pouvoir explicatif variable. C'est ainsi que la science sociale officielle procède par accumulation de vérités partielles, sans jamais déboucher sur une vérité générale, relative à la nature du système capitaliste. Elle réussit le tour de force d'éclairer la multitude des problèmes partiels sans jamais dévoiler la logique globale qui les unit et leur donne leur pleine signification. Quelle meilleure illustration de ce paradoxe que le fonctionnement du système capitaliste à l'échelle mondiale en dépit de l'indigence scientifique de sa théorie économique officielle ? L'absence de validité scientifique globale de la science économique (et de la sociologie officielle positiviste) est donc compatible avec l'élucidation d'aspects partiels des phénomènes étudiés et la définition sur cette base de politiques visant à rationaliser les pratiques sociales des classes dominantes. C'est en ce sens qu'on peut soutenir que l'économie (et la sociologie) du développement définissent un champ d'action (sur les symptômes du sous-développement) plutôt qu'un objet de connaissance (des processus fondamentaux du sous-développement).

L'émancipation politique de l'Inde et de l'Indonésie, la victoire de la révolution chinoise, l'émergence des mouvements nationalistes radicaux en Indochine et au Maghreb, le gétulisme brésilien et le justicialisme argentin dessinent la toile de fond sur laquelle sont ébauchées les premières tentatives d'explication du sous-développement. Le réveil des peuples dominés oblige les classes dominantes d'Occident à repenser le schéma colonial d'organisation du monde, d'autant qu'en Europe, l'extension du camp socialiste fait reculer les frontières du système capitaliste, et que la contestation se développe en Europe de l'Ouest (guerre civile en Grèce, émergence de partis communistes puissants en Italie et en France). Plus tard, au cours des années 1960, l'accession des pays d'Afrique à l'indépendance, la révolution cubaine, le développement de la lutte armée en Amérique Latine et en Indochine, font apparaître encore plus clairement aux yeux des classes dominantes d'Occident la nécessité d'une prise en charge des problèmes du sous-développement. Ce n'est plus seulement l'ordre colonial qui se trouve contesté par les peuples du Tiers Monde, mais le système impérialiste, tel qu'il fonctionne hors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Parfois, la nécessité d'étudier les problèmes du sous-développement est explicitement rattachée à la volonté de maintenir les sociétés dominées dans la sphère impérialiste. Les exemples ne manquent pas, qui démontrent que l'intérêt scientifique porté au Tiers Monde est de nature essentiellement politique. Le projet «Camelot» mis au point aux Etats Unis au début des années 1960 consacre un budget important aux sciences sociales en Afrique et en Asie pour y étudier les processus qui conduisent à la révolution. Le projet «Agile» prévoit d'embaucher 157 anthropologues pour mettre au point les méthodes de résistance à la guérilla en Thaïlande. Et le New York Times ne craint pas d'écrire «la vieille formule de dix soldats pour un

guerillero fait place à la nouvelle formule de dix anthropologues pour un guerillero».

Certes, dans les milieux académiques, le lien entre la recherche économique et le maintien du statu-quo social n'est ni aussi cyniquement explicité, ni même nécessairement perçu. Mais l'investissement de la problématique du développement par la science sociale officielle n'aurait jamais été aussi systématique s'il n'avait correspondu à la nécessité de «rationaliser» l'exploitation du Tiers Monde dans le cadre du capitalisme mondial. Rationaliser l'exploitation du Tiers Monde, c'est, pour les Etats et les autres acteurs sociaux hégémoniques des pays dominants, formuler des politiques appropriées pour agir sur les aspects les plus saillants du sous-développement sans jamais mettre en question l'intégration du Tiers Monde dans le système mondial capitaliste. L'examen des caractères du sous-développement n'a pas pour fonction de mettre au point une théorie explicative puisque, pas plus que dans l'analyse des économies développées, la question centrale de la nature du système social ne peut être posée. Si un tel examen est nécessaire, c'est tout simplement parce qu'il permet le repérage des problèmes majeurs et des priorités d'intervention. L'économie du développement est donc interventionniste, y compris dans sa version néo-classique.

Selon les écoles, les priorités définies pour l'action seront différentes mais tout le monde ou presque est d'accord sur le fait que le développement (sous-entendu dans le cadre du capitalisme) ne peut être fondé sur le libre jeu des catégories économiques et sur la spontanéité de l'évolution sociale.

Une telle affirmation peut surprendre à propos de la théorie néo-classique qui élève la rationalité du marché à la hauteur d'un dogme. Pourtant, les théoriciens néo-classiques du développement sont les premiers à réclamer une action de l'Etat en vue d'aménager les conditions propices à l'organisation de marchés nationaux pour les produits et les facteurs de production et à leur fonctionnement régulier. Plus encore, beaucoup d'acteurs vont jusqu'à reconnaître que la logique du marché doit être «complétée» par une action de l'Etat, pour correspondre à une allocation optimale des ressources et à une répartition équitable des revenus. Ainsi en est-il des situations, dont on admet la fréquence dans le Tiers Monde, dans lesquelles existent d'importantes économies ou déséconomies externes, qui fondent la légitimité d'une taxation ou d'une subvention. C'est aussi le cas de «l'industrie naissante» pour laquelle on admet la protection provisoire contre la concurrence étrangère. Enfin, si les modèles théoriques néo-classiques n'intègrent pas la variable politique, qui pourrait prétendre que l'autoritarisme et le caractère des régimes politiques dans le Tiers Monde n'illustrent pas l'idéal caché de la science économique orthodoxe? Que l'on sache, les fameux «Chicago boys» qui se sont précipités au Chili après l'assassinat de Salvador ALLENDE, à la recherche d'un laboratoire social pour les idées monétaires ne se sont jamais plaint d'un excès d'intervention étatique dans la société! Tout «libéraux» qu'ils soient ou prétendent être, les théoriciens néo-classiques savent parfaitement que dans les conditions d'extrême polarisation sociale des pays du Tiers Monde, le libre jeu

des mécanismes du marché ne peut être garanti qu'au prix d'une féroce répression par l'Etat des revendications des très nombreux laissés-pour-compte.

Le rôle de l'Etat est bien sûr affirmé avec beaucoup plus de force dans les versions keynesiennes de l'économie du développement. Avec beaucoup plus de cohérence aussi si l'on veut bien admettre que l'enseignement de KEYNES est dans son essence un programme de réforme du capitalisme afin d'en garantir la survie. Dans la théorie de la «croissance équilibrée» (*balanced growth*), comme dans celle de la «croissance déséquilibrée», c'est l'Etat qui est censé susciter la réalisation simultanée d'une gamme d'investissements, ou mettre en place les dispositifs d'entraînement et les mécanismes d'impulsion nécessaires à l'expansion. Quoique de façon moins explicite, la théorie du développement dualiste implique également l'intervention de l'Etat pour assurer les conditions de la mobilisation du surplus de travail disponible dans le secteur traditionnel. Enfin, c'est encore l'Etat qui doit réaliser les réformes de structure, notamment dans les campagnes, indispensables à la «modernisation» de la société. Les fonctions attendues de l'Etat vont donc bien au-delà de celles qui sont habituellement associées à la politique keynesienne dans les pays industrialisés. Elles restent toutefois en-deçà de celles que va effectivement assurer l'Etat dans les pays du Tiers Monde, en particulier dans la sphère de la production.

La définition d'un rôle important pour l'Etat dans le processus de développement s'étend au domaine des relations internationales. Si l'économie du développement recommande l'intervention de l'Etat dans les pays du Tiers Monde, elle affirme souvent, en effet, la nécessité d'une aide massive de la part des pays développés, en termes de capitaux et de technologie. Parce que les capacités d'épargne locales sont insuffisantes au regard des investissements nécessaires ou parce que les ressources en devises disponibles ne peuvent couvrir les besoins d'importations d'équipements, l'aide extérieure devient un impératif du développement. Or, dans les premières phases de ce développement, les conditions de rentabilité des investissements sont trop défavorables pour pouvoir attirer un volume suffisant de capitaux privés et l'aide extérieure doit nécessairement être fournie par les Etats des pays développés. L'économie de développement rejoint ici les théories post-keynesiennes de la croissance pour justifier la mise en place d'une politique keynesienne à l'échelle internationale, sur le modèle du Plan Marshall. L'aide publique au Tiers Monde permet, en effet, de soutenir les exportations et donc la croissance dans les pays avancés en même temps qu'elle favorise l'augmentation de l'épargne et de l'investissement dans les pays sous-développés.

En somme, l'aide publique internationale assure une liaison étroite entre l'action de l'Etat dans le Tiers Monde et son action dans les pays avancés. L'efficacité de la politique de développement dépend de la disponibilité d'une aide publique extérieure, mais elle conditionne en retour la réussite du keynesianisme international, du point de vue des économies avancées.

L'Etat, qui se trouve ainsi placé au centre de la problématique du développement et de la croissance, est un pur instrument, défini uniquement en termes fonctionnalistes. C'est un appareil socialement neutre, qui obéit

à une rationalité abstraite. Encore que pour KEYNES, dont s'inspirent nombre d'auteurs «interventionnistes», la rationalité de l'intervention étatique dans le fonctionnement de l'économie est clairement définie par rapport à la nécessité (pour la bourgeoisie, ou tout au moins pour sa fraction éclairée) de réaménager le système capitaliste afin d'en assurer la pérennité. Dans l'économie du développement, par contre, nulle question n'est posée sur les finalités réelles de l'intervention de l'Etat, encore moins sur le contenu social de ses politiques et sur sa position vis à vis des divers groupes sociaux. Mais c'est précisément parce que l'économie du développement affirme le rôle essentiel de l'Etat et de l'aide publique dans le développement tout en faisant le silence sur leurs déterminations sociales qu'elle devient membre de plein droit des disciplines sociales officielles des pays dominants. Certes, elle éclaire des situations particulières qu'elle désigne à l'intervention de l'Etat, et pour lesquelles elle propose des explications qui seront parfois même reprises à propos des pays développés. Par exemple, l'analyse du marché du travail dans les pays sous-développés sera par exemple reprise, au moins implicitement, dans les théories de la segmentation du marché du travail et de l'immigration dans les pays capitalistes avancés. Mais surtout, l'économie du développement désigne l'Etat, à la fois dans le Tiers Monde et dans le monde développé, comme le principal agent de la rationalisation du système capitaliste mondial.

Il est courant d'affirmer aujourd'hui que l'économie (officielle) du développement est en crise. Mais pas plus les causes d'une telle crise que sa nature ne sont en général clairement formulées. Pour certains auteurs, la crise résulte non pas tant de l'incapacité de l'économie du développement à éclairer les politiques de l'Etat que de la découverte que la croissance économique dans le Tiers Monde n'est pas nécessairement synonyme de progrès social. Les déséquilibres de toute nature, la concentration du revenu, la répression et l'autoritarisme politiques dans les pays qui ont connu une forte expansion économique obligent à mettre en cause l'optimisme initial des théoriciens pour lesquels le développement économique devait assurer à lui seul le progrès général de la société. Mais la crise est ici purement idéologique, puisqu'elle correspond à la désillusion des économistes face à une réalité qu'ils n'avaient approchée jusqu'alors que sous l'angle du mythe. La crise n'existe ainsi que pour ceux qui s'étaient laissés prendre au discours de la science sociale officielle. Souvent, la désillusion qu'entretient le constat d'une régression politique et sociale dans le contexte de la croissance conduit à questionner la rationalité d'une telle croissance. D'autant que dans les pays du Tiers Monde, la critique de la politique économique est généralement moins risquée que la contestation politique.

Pour d'autres auteurs, la crise de l'économie du développement a pour cause son inadéquation empirique croissante en raison de l'hétérogénéité de plus en plus marquée des pays du Tiers Monde. «L'idée qu'un grand nombre de problèmes des pays du Sud sont partagés par le Nord, et que peu de problèmes sont communs à tous les pays du Sud a contribué au

déclin des certitudes initiales ou du moins des grandes généralisations de l'économie du développement» (1). En somme, le développement inégal du capitalisme dans le Tiers Monde effacerait l'objet spécifique de l'économie du développement et contribuerait à réunifier la science économique officielle. Cette position rejoint celles, formulées beaucoup plus tôt, des auteurs qui affirmaient l'universalité de la théorie de la croissance (HICKS) ou celle de la théorie du développement (Dudley SEERS). Mais, parce qu'elle n'a pu se construire un objet de connaissance spécifique, l'économie du développement ne peut pas spécifier les conditions historiques qui déterminent sa pertinence. N'est-ce pas, en effet, le caractère idéologique de ses paradigmes qui fonde son inadéquation croissante aux phénomènes observés ? Au fond, ces deux séries de critiques de l'économie officielle du développement n'ont de substance qu'à l'intérieur de son propre discours idéologique. Tout se passe, en effet, comme si on reprochait à celle-ci, dans un cas, d'avoir échoué à faire ressembler les pays du Tiers Monde aux pays capitalistes avancés et dans l'autre, de ne *plus* rendre compte de la réalité dans toute sa diversité. Dans un cas comme dans l'autre, cela revient à accepter ses prétentions scientifiques à la connaissance et à l'action. Curieusement, certaines critiques de gauche tombent dans ce piège. Pour en sortir, il faut se souvenir de la double fonction, idéologique et instrumentale, qu'assure l'économie officielle du développement.

Du point de vue de sa fonction idéologique, on peut difficilement prétendre qu'elle ait «échoué». Elle a fortement contribué à diffuser l'idée selon laquelle l'Etat, quel que soit son contenu social et l'aide extérieure, vise le «développement», implicitement ou explicitement assimilé au modèle des pays capitalistes avancés. Simultanément, elle a constamment affirmé la possibilité d'un tel développement dans le cadre du système capitaliste mondial, même lorsque certains déséquilibres des relations économiques internationales étaient reconnus, comme la dégradation des termes de l'échange des pays exportateurs de matières premières (PREBISCH, SINGER, LEWIS) ou la perte de personnel qualifié. Parfois, on souligne la possibilité que le commerce et l'investissement internationaux exercent plus d'effets négatifs que d'effets positifs (HIRSCHMAN, MYRDAL). Mais ces exceptions n'affectent pas le courant de pensée dominant dans l'économie du développement. L'idée que l'Etat et l'aide extérieure peuvent assurer le développement du Tiers Monde dans le cadre du système capitaliste mondial représente encore aujourd'hui une idée dominante, dans les pays avancés comme dans ceux du Tiers Monde. La désillusion de ses praticiens n'a donc nullement empêché l'économie du développement de continuer à remplir son rôle idéologique.

Cette fonction idéologique, qui dissimule le rôle de l'Etat et de l'aide extérieure dans le maintien du Tiers Monde au sein du capitalisme mondial, va de pair avec des fonctions instrumentales dont le contenu change

(1) Paul STREETEN, *Development Dichotomies*, World Development, vol. 11, No. 10, 1983.

selon les situations et les époques. Ces fonctions instrumentales de la science sociale officielle répondent à la nécessité pour les classes dominantes de contrôler ou du moins de tenter de contrôler les situations particulières que fait naître le développement du capitalisme dans le Tiers Monde. Elles deviennent cependant plus complexes à assurer à mesure que se diversifient les situations locales et qu'évolue la structure sociale dans les pays dominés. Lorsque se développent de nouveaux groupes dominants dans le Tiers Monde, leurs demandes peuvent entrer en conflit avec celles des classes dominantes des métropoles. Les problèmes du fonctionnement du capitalisme ne sont pas nécessairement perçus de la même façon, et les domaines prioritaires d'intervention de l'Etat ne sont pas alors définis de manière identique par les uns et les autres. De plus, des structures sociales rendues plus complexes par le développement du capitalisme dans le Tiers Monde font apparaître de nouveaux besoins de régulation. Enfin, la crise de l'économie mondiale capitaliste entraîne dans les pays dominants eux-mêmes une tendance à la remise en question des équilibres sociaux et des politiques étatiques correspondantes. La fonction instrumentale de l'économie du développement devient alors plus ambiguë parce qu'elle est désormais soumise à des demandes multiples, voire divergentes ou contradictoires. C'est ainsi que peut s'expliquer le succès simultané de la théorie des besoins essentiels (basic needs) et des théories de la spécialisation industrielle et de la sous-traitance. La théorie des besoins fondamentaux désigne les disparités de revenus et la misère des grandes masses urbaines comme cibles de la politique de développement, tandis que la théorie de la spécialisation industrielle (ou de la croissance tirée par l'exportation) met au contraire l'accent sur la compression de la consommation populaire.

De même, l'ambiguïté de la fonction instrumentale de l'économie du développement dans les conditions actuelles explique que certaines conceptions du nouvel ordre économique international soient mises en avant y compris dans les pays dominants en même temps que les vieilles recettes du monétarisme. Le discours néo-libéral ne doit pas cependant faire illusion. Tout comme dans les pays capitalistes avancés, la *politique* monétariste fait reculer le domaine de «l'Etat-providence», et accentue la marchandisation des biens et des services, mais ne peut rien contre les facteurs structurels de l'intervention économique de l'Etat, qui relèvent de la logique du développement capitaliste. De même que la politique néo-libérale ne peut faire revenir les pays capitalistes avancés au «laisser-faire» du 19ème siècle, le monétariste dans le Tiers Monde ne peut évacuer les nécessités objectives qui confèrent son rôle et sa position à l'Etat. D'ailleurs, le principal agent des politiques monétaires, le FMI, n'est-il pas l'expression des Etats des pays capitalistes avancés ? En fait, le monétarisme signale l'intervention de l'Etat sous le mode de la contestation de l'Etat. Plutôt qu'un mythique retour au marché libre comme régulateur ultime de l'allocation des ressources et de la répartition du revenu, les programmes de restauration de la vérité des prix, de suppression des contrôles gouvernementaux, voire de démantèlement du secteur public, expriment des modalités différentes de rationalisation par l'Etat du fonctionnement du capitalisme dans le Tiers Monde. Dans la mesure où une telle action incombe à la fois aux

appareils étatiques locaux et multinationaux, on en revient encore à cette combinaison entre Etat et aide extérieure que la science sociale officielle place au coeur du «développement». Si la fonction instrumentale de l'économie du développement se révèle plus complexe, rendant plus difficile son repérage par l'analyse, sa fonction idéologique est plus efficace que jamais.

Il n'y a pas à proprement parler de théorie marxiste du développement, puisque la science sociale marxiste part du principe selon lequel les lois qui gouvernent l'évolution des sociétés sont universelles. Le matérialisme historique se donne en effet pour une méthode d'analyse de l'histoire des diverses formations sociales à partir des concepts de mode de production, d'infrastructure et de superstructure, de rapports de production et de forces productives. Mais le matérialisme historique, pas plus que d'autres productions théoriques européennes du 19ème siècle, n'a échappé à une vision particulière de l'histoire, fondée sur la méconnaissance des sociétés non européennes. Pendant longtemps, sa conception dominante a été celle d'une succession mécanique des modes de production, fondée sur une dialectique simpliste des rapports entre infrastructure et superstructure, dont l'expression la plus caricaturale a été la fameuse théorie des cinq étapes de Staline. Il fallut attendre les années 1950 pour que certains théoriciens découvrent la pertinence pour les sociétés d'Afrique et d'Asie des concepts introduits par Marx de «modes de production germanique et asiatique, et reconnaissent la possibilité d'une évolution historique moins linéaire ou différente de l'expérience de l'Europe de l'Ouest. La particularité des sociétés du Tiers Monde a donc été reconnue dès lors que celles-ci n'ont plus été considérées comme étant féodales, mais du type asiatique ou communautaire. Caractériser ces sociétés en termes de mode de production féodal, comme dans l'interprétation «étapiste», c'était, en effet, les positionner à un stade antérieur du développement du capitalisme et adopter, à la manière de ROSTOW, une problématique du retard. Les définir, au contraire, comme étant des formations sociales originales par rapport aux modèles de l'histoire européenne, permet de rendre compte de leur contemporanéité au capitalisme. La rupture de l'orthodoxie stalinienne ouvre la voie, en effet, à des recherches multiples sur la nature des modes de production pré-capitalistes en Asie et en Afrique. Le courant néo-marxiste français est ici particulièrement fertile, notamment pour l'analyse des anciennes colonies françaises (GODELIER, MEILLASSOUX, COQUERY-VIDROVITCH, P.P. REY, E. TERRAY, DHOQUOIS). Mais l'étude des formations sociales est effectuée en termes synchroniques plutôt que diachroniques. Elle s'attache aux modes pré-capitalistes plus qu'à leur articulation avec le mode de production capitaliste.

Ce n'est qu'avec la reconnaissance du caractère dominant du capitalisme, dans les sociétés du Tiers Monde que celles-ci paraissent redevables de l'application des catégories du «Capital». Mais le capitalisme est ici introduit de l'extérieur, par la colonisation, et sa dominance en tant que mode de production renvoie à celle d'une métropole étrangère. L'analyse de son fonctionnement dans la société est donc nécessairement celle d'une situation de dépendance à l'égard d'un système extérieur. L'erreur d'optique de Marx sur la possibilité pour la colonisation (anglaise en Inde, française

en Algérie) d'entraîner la généralisation des rapports de production capitalistes dans les colonies a contribué à la négligence par les marxistes de l'analyse des effets particuliers de l'impérialisme dans le Tiers Monde. Même le Lénine de «l'impérialisme, stade suprême», ne s'intéresse que médiocrement à ce Tiers Monde vers lequel s'exportent les capitaux de la Banque et de l'Industrie. Encore qu'un auteur comme CARDOSO trouve en Lénine un précurseur de la théorie de la dépendance, parce qu'il analyse le développement du capitalisme en Russie en termes d'articulation entre plusieurs modes de production.

Il faut attendre cependant les années 1950 pour que la science sociale marxiste s'attaque réellement au problème des formes particulières du développement du capitalisme dans le Tiers Monde. Son ambition est alors de fournir les clés de l'analyse des sociétés contemporaines d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, en même temps que de renouveler la théorie de l'impérialisme, en étudiant le fonctionnement de ce dernier non plus seulement en ses pôles dominants mais aussi dans ses zones dominées. De ce point de vue, les sociétés du Tiers Monde apparaissent moins que jamais comme un objet de connaissance spécifique, susceptible de fonder une science sociale alternative à celle des sociétés développées, puisque leur analyse est inséparable de celle de l'impérialisme, c'est-à-dire, du système mondial du capital.

En fait, les théoriciens les plus marquants de ce courant (P. BARAN, P. SWEEZY, H. MAGDOFF, C. FURTADO, A.G. FRANK, A. EMMA-NUEL, I. WALLERSTEIN, G. ARRIGHI, S. AMIN) s'attachent à démontrer la détermination structurelle du sous développement à la fois dans sa genèse et dans son fonctionnement par l'impérialisme. D'un point de vue historique, une telle analyse n'était pas entièrement nouvelle, car, en dépit de la position dominante dans le marxisme occidental d'avant-guerre, l'idée que l'impérialisme engendre un blocage du développement (capitaliste) dans les pays dominés est présente dans certaines analyses de la troisième Internationale. Celles-ci mettent l'accent, en effet, sur le fait que l'expansion des investissements étrangers dans les colonies n'entraîne pas la diffusion des rapports de production capitalistes parce que l'impérialisme conclut des alliances avec les classes dominantes pré-capitalistes (féodaux, négociants, usuriers). Le même argument peut être trouvé chez Mao-Tsé-Toung, dont l'analyse de la situation chinoise des années 1930 éclaire l'impact contradictoire de l'impérialisme-extension des rapports de production, d'un côté, et blocage de leur développement, d'un autre côté. Au demeurant, un grand nombre de thèmes des théoriciens du capitalisme périphérique ont été introduits par Mao-Tsé-Toung. La définition de la bourgeoisie compradore, la nature de l'alliance de classe internationale, la division coloniale du travail et la spécialisation primaire, l'ampleur du prélèvement externe, figurent en bonne place dans les analyses du leader de la révolution chinoise, de même que les conclusions sur l'impossibilité d'un développement du capitalisme national dans le cadre du système impérialiste. C'est dire l'importance souvent méconnue de la révolution chinoise et du maoïsme pour le développement de la théorie contemporaine de l'impérialisme et du sous-développement.

L'apport des théoriciens contemporains a consisté en quelque sorte à généraliser l'analyse de Mao, en montrant que des situations très proches de celle de la Chine pré-révolutionnaire pouvaient être mise en évidence dans d'autres régions du Tiers Monde, en Inde (BARAN), en Afrique (Samir AMIN) et en Amérique Latine (A.G. FRANK). Ces théoriciens ont simultanément cherché à systématiser dans le cadre du système mondial les lois de fonctionnement du capitalisme en sa périphérie.

Pour certains auteurs (BARAN, A.G. FRANK), le concept de surplus par opposition à celui de plus-value permet une approche plus correcte du fonctionnement du capitalisme dans les pays dominés (tout comme d'ailleurs dans les pays capitalistes avancés de l'ère monopoliste). Pour d'autres, c'est le concept de dépendance des rapports de production locaux vis à vis de ceux du capitalisme mondial (Samir AMIN, I. WALLERSTEIN). D'autres encore se sont plus intéressés à l'articulation interne des rapports de production (ARRIGHI). Mais tous sont à peu près d'accord pour mettre au centre de l'analyse du sous-développement et de l'impérialisme, *le prélèvement externe des produits du travail* (et de la nature) et *le contrôle externe de l'économie locale*. Mais dans les conditions des années 1950 et 1960, tout comme dans la Chine pré-révolutionnaire, prélèvement et contrôle externe sont étroitement associés d'une part à une division internationale du travail de type colonial et d'autre part à une alliance entre la bourgeoisie industrielle d'Occident et l'«aristocratie» foncière et la bourgeoisie mercantile du Tiers Monde. La division coloniale du travail spécialise les pays dominés dans les activités primaires, alors que l'alliance de classe qui lui correspond fait apparaître les bourgeoisies mercantile et agraire comme étant les classes-appui de l'impérialisme. Les théoriciens marxistes ont eu tendance à définir le sous-développement (et la dépendance) en référence à la fois aux critères qui, dans la logique de l'analyse, représentent des invariants (prélèvement externe et contrôle extérieur), et à ceux qui ne sont que l'expression d'une situation historique particulière (division coloniale du travail et bourgeoisie compradore). Cette ambiguïté initiale a eu deux conséquences d'une extrême importance.

Elle a d'abord conduit à inclure dans la critériologie marxiste du sous-développement des phénomènes dont l'adéquation empirique va diminuer avec le temps. C'est le cas des critères économiques tels la spécialisation primaire, la désarticulation, l'absence d'industrie lourde ou de biens d'équipement, l'étroitesse du marché intérieur etc... ou des critères sociologiques comme la faible salarisation, le caractère pré-capitaliste (ou capitaliste formel) de l'agriculture, l'absence d'une bourgeoisie industrielle à mesure que le paysage économique et social évolue, dans les «nouveaux pays industriels» d'Asie et d'Amérique Latine, mais aussi dans certains pays d'Afrique et du monde arabe. la théorie marxiste du «développement» sera soumise à de rudes attaques dont l'argument central est précisément cette inadéquation empirique croissante.

Le plus grave cependant est qu'au-delà d'une critériologie en partie détachée de ses déterminations historiques, la théorie marxiste n'ait pas réussi à définir avec précision le contenu tant du prélèvement externe que du contrôle extérieur de l'économie locale. Les controverses sur le rôle respectif du système des prix internationaux et de l'investissement,

sur la nature de l'échange inégal et de la rente pétrolière, sur les implications de l'endettement extérieur, témoignent de la difficulté à préciser la nature et les conditions du prélèvement externe des produits du travail, du sol et du sous-sol. Quant au contrôle extérieur sur l'économie locale, la question a rarement été posée de savoir s'il renvoie à la mainmise (directe, par la propriété, ou indirecte, par la gestion et la technique) du capital étranger sur les appareils productifs nationaux, à l'influence (qui peut être décisive) des stratégies des Etats, des grandes firmes et des grandes banques des pays dominants, ou encore à la pression implicite de la division internationale du travail ? Les discussions actuelles sur le degré d'autonomie du procès d'accumulation, de la bourgeoisie industrielle, ou de l'Etat dans certains pays du Tiers Monde indiquent que l'incertitude persiste au niveau de la théorie. On ne fera pas l'injure à ceux qui ont largement contribué à actualiser la théorie de l'impérialisme en tant que *système mondial du capitalisme* (et pas seulement en tant que politique ou en tant que manifestation extérieure) d'avoir méconnu le caractère éminemment historique de la division internationale du travail et de la géographie mondiale de l'accumulation et des alliances de classes. Mais il est incontestable que l'analyse des invariants de la dépendance du Tiers Monde n'a pas été suffisamment rattachée à celle des modifications du système mondial capitaliste et qu'à l'inverse d'ailleurs, l'analyse de celles-ci n'a pas assez tenu compte des changements intervenus dans les pays dominés. C'est là la raison essentielle des contestations dont fait actuellement l'objet la théorie marxiste de la dépendance.

Cette contestation s'alimente principalement de l'expérience des «nouveaux pays industriels», mais elle s'appuie aussi sur le constat des modifications intervenues au niveau du Tiers Monde dans son ensemble.

Le trait le plus frappant dans l'expérience contemporaine du Tiers Monde est que l'industrialisation procède pour l'essentiel d'une impulsion locale. Entre 1960 et 1970, l'investissement étranger n'a représenté que 10 à 20 % de l'investissement total. Cette industrialisation, qui n'est donc pas une simple délocalisation de la production ou de l'investissement des pays capitalistes avancés, s'effectue sur la base du marché intérieur. Même pour la Corée du Sud, qui est de loin le pays le plus intégré au marché mondial de l'industrie, les exportations ne représentent que le cinquième de la production industrielle. En outre, les pays du Tiers Monde qui exportent le plus vers le monde développé ne sont pas ceux dont les salaires sont les plus bas, et la croissance des exportations industrielles est liée à une expansion du commerce Sud-Sud. Partout, existe un important secteur, et des politiques étatiques — plus ou moins efficaces — d'orientation de l'économie sont généralement appliquées. Souvent, la salarisation d'une fraction importante de la force de travail, fût-ce sous la forme imparfaite de la pluri-activité des paysans, réduit l'hétérogénéité des rapports de production locaux. De manière générale, le stock de capital, et de qualifications, accumulé au cours des vingt dernières années est sans commune mesure avec le niveau très faible des forces productives. La structure de classe est devenue plus complexe, et les bureaucrates, les entrepreneurs, les ouvriers, voire les koulaks constituent à côté de classes moyennes diverses, des catégories sociales non négligeables.

C'est évidemment dans les «nouveaux pays industriels» (NPI) que se concentre l'industrialisation et que le changement des structures sociales apparaît le plus important. Les 9/10 des exportations industrielles du Tiers Monde vers les pays capitalistes avancés proviennent ainsi d'une dizaine de pays. La production des biens de capital ne dépasse 30% de la valeur ajoutée totale de l'industrie que dans sept pays. La croissance industrielle dans ces NPI au cours des années 1970 a varié entre 6,5% par an pour le Mexique et 18% pour la Corée du Sud.

Si l'on examine ces changements à la lumière de la théorie marxiste du sous-développement, la question qui doit être posée est la suivante : ces «nouveaux pays industriels» dont le paysage économique et social ne correspond plus à la critériologie posée, sont-ils encore sous-développés ? et donc dépendants ? Ou ont-ils au contraire connu un développement, capitaliste mais autonome (national) qui tend à réduire leur dépendance, donc leur sous-développement ? A cette question, les théoriciens ne répondront qu'en ajoutant de nouveaux critères, relatifs à la nature de l'industrialisation (faible création relative d'emplois) ou aux formes de déséquilibre social (concentration du revenu, marginalisation d'une partie importante de la population) ou encore aux formes nouvelles de dépendance extérieure (financière, technologique). Cette panoplie de critères additionnels permet à la fois de continuer à définir le pays comme étant sous-développé et de dénier tout caractère national ou autonome au développement capitaliste que ce pays aura connu. Mais on ne donnera pas la clé du passage des formes anciennes aux formes nouvelles de dépendance, pas plus qu'on ne fera le lien entre les unes et les autres et les invariants du sous-développement et de la dépendance. Le conservatisme théorique aboutit ici à une dangereuse impuissance analytique. Car comment mettre sur le même plan le Brésil qui peut imposer pratiquement ses conditions à ses créanciers et le Zaïre qui doit subir la gestion directe de sa monnaie et de ses finances par des représentants désignés par le FMI ? Parler de «croissance sans développement», ne résoud pas le problème, dans la mesure où la croissance économique entraîne nécessairement au bout d'un certain temps un changement des structures de l'économie et de la société. De même, la notion de «développement du sous-développement» ne répond pas à la question de la nature de ce «sous-développement» qui se reproduit dans le «développement».

Telle qu'elle est généralement formulée, la problématique du développement n'est pas exempte d'ambigüités. Le point de départ est la définition d'un modèle idéal de développement, réalisant les objectifs d'indépendance nationale, de croissance économique et de répartition égalitaire de l'emploi et du revenu. Or, on peut facilement montrer que dans les conditions d'un pays du Tiers Monde, plus encore que dans un pays avancé, les lois de fonctionnement et d'extension du système capitaliste ne laissent aucune chance à un tel modèle de se voir réaliser. Mais on «saute» en quelque sorte de cette conclusion difficilement contestable à celle de l'impossibilité du développement d'un capitalisme autonome et autocentré. Or, une telle affirmation ne se conçoit que par référence à un modèle de capitalisme national et autocentré. Point n'est besoin de chercher longtemps pour «découvrir» un tel modèle dans les pays capitalistes

développés durant une période historique particulière, qui va des années 1950 à la fin des années 1960. Le système capitaliste tel qu'il fonctionne alors en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, se caractérise en apparence par un degré élevé de cohérence de l'économie nationale, en particulier de l'appareil industriel, par des groupes de capitalistes nationaux facilement identifiables autour de leurs Etats respectifs, enfin par une relative prospérité fondée sur le plein emploi et l'expansion parallèle des salaires et de la productivité. Lorsqu'on parle de capitalisme national et autonome, c'est à ce capitalisme là qu'on se réfère. Et lorsqu'on affirme que le capitalisme ne peut se développer dans le Tiers Monde, *sous cette forme*, on énonce au fond une simple évidence, sachant les conditions historiques particulières qui se trouvent depuis quatre siècles derrière ce type de capitalisme «fonctionnel» ! Une conséquence paradoxale de cette attitude est qu'en affirmant l'impossibilité pour le Tiers Monde de réaliser cet idéal du capitalisme autocentré, autonome, développé pour tout dire, on idéalise en même temps le capitalisme réel des pays avancés. N'est-ce pas symptomatique de ce point de vue que, mis à part P. BARAN, la plupart des théoriciens marxistes du sous-développement ont rarement contesté la rationalité du capitalisme dans les pôles dominants du système mondial ? Toujours est-il que pour échapper au truisme pur et simple, la thèse de l'impossibilité d'un capitalisme national et autonome (sous-entendu à l'image de celui des pays avancés) devrait être reformulée dans le sens de l'impossibilité du développement capitaliste tout court. Mais on ne verrait pas alors pourquoi les forces et les rapports de production de type capitaliste devraient être interdits de séjour sur le territoire des possibilités historiques, d'autant que rien n'oblige à concevoir le procès de développement capitaliste exclusivement sous la forme d'une évolution spontanée par opposition à une dynamique entretenue par exemple par l'Etat et la (les) classe (s) qu'il représente réellement ou virtuellement.

De plus, à partir de la fin des années 1960, la cohérence de l'économie nationale n'est plus un attribut du capitalisme développé, en raison de l'écèlement des systèmes productifs nationaux qui accompagne et définit le mouvement de mondialisation du capital. A partir du milieu des années 1970, la prospérité et l'intégration économique (voire dans certains cas, politique) des classes populaires cessent à leur tour d'être des caractéristiques de ce capitalisme développé. L'Occident capitaliste compte désormais en 1982 quelque 30 millions de chômeurs officiellement recensés, représentant environ 8% de la population active, un chiffre trois fois supérieur à celui de 1970. La productivité du travail et le salaire réel n'augmentent plus, quand ils ne diminuent pas. Si dans un pays avancé le capitalisme ne signifie plus dans les conditions actuelles un système national et autocentré, on ne peut plus fonder l'impossibilité du développement du capitalisme dans le Tiers Monde sur sa divergence par rapport au modèle «classique» des pays développés.

Bill WARREN qui veut critiquer la théorie marxiste du sous-développement tombe dans l'erreur inverse qui consiste à effacer toute spécificité du développement capitaliste dans le Tiers Monde. Dès lors, si le capitalisme y est moins développé, c'est tout simplement qu'il en est à sa phase initiale. La conséquence logique de la thèse de Bill WARREN,

est que l'impérialisme non seulement n'est pour rien dans la genèse et le fonctionnement du sous-développement, mais constitue au contraire un facteur de développement. « Dans la mesure où des obstacles se dressent devant le développement, ils résultent non des relations entre le Tiers Monde et l'impérialisme, mais presque entièrement des contradictions internes au Tiers Monde... les politiques des pays impérialistes et leur impact global sur le Tiers Monde favorisent en réalité son industrialisation ». Mais Bill WARREN serait bien en peine d'expliquer les formes particulières du développement capitaliste dans les pays dominés. Et lorsqu'il voit dans ces formes particulières (la marginalisation urbaine par exemple) des formes fonctionnelles du point de vue du capital, il contredit ses propres postulats, relatifs à l'unicité et à l'automatisme du développement capitaliste.

Sans pour autant suivre Bill WARREN, nombre d'auteurs marxistes mettent de plus en plus l'accent sur le rôle des conditions internes dans l'explication de l'évolution différenciée des pays du Tiers Monde : structure de classe, nature et fonctions de l'Etat, état des ressources, dimension du marché (J. PETRAS, T.E. WEISSKOPF). Mais la combinaison de ces éléments en une analyse complète et systématique n'en est encore qu'à ses balbutiements. L'important est que les traits distinctifs du développement capitaliste dans le Tiers Monde sont de plus en plus clairement identifiés, en même temps que la nécessité d'en rendre compte à l'aide de l'appareil conceptuel marxiste est désormais perçue par un nombre de chercheurs. Ainsi en est-il par exemple de la conjonction entre le capital financier (le crédit international), la semi industrialisation et le rôle de l'Etat, de la tertiarisation (et de la marginalisation) d'une fraction croissante de la force de travail, des formes du procès de travail (LIPIETZ et les notions de taylorisation et de fordisme périphériques), de la dépendance technologique et des rapports sociaux, de la pluri-activité dans les campagnes, des formes de rationalité des acteurs sociaux etc...

La discussion des possibilités de développement du capitalisme (national et autonome) dans le Tiers Monde a été illustrée en Afrique par une intéressante controverse à propos de la nature de l'évolution économique récente du Kenya. Mais, alors qu'en Amérique Latine, certains critiques (E. LACLAN, R. BRENNER) ont reproché à la théorie de la dépendance, de mettre l'accent sur les relations d'échange plus que sur les structures de classes, le débat kenyan qui a opposé principalement des économistes anglo-saxons, a été centré sur la nature des rapports entre une bourgeoisie domestique en expansion et le capital étranger.

Pour certains auteurs (S. LANGDON, R. KAPLINSKI), le Kenya n'a pas connu un véritable développement du capitalisme national parce que la bourgeoisie industrielle locale ne possède pas, malgré sa croissance numérique, d'existence et d'autonomie propres. De plus, cette bourgeoisie est loin de pouvoir contrôler l'appareil d'Etat qui demeure largement un relais du capital étranger. Pour d'autres auteurs (C. LEYS), il y a au contraire un développement du capitalisme national au Kenya, fondé sur l'émergence et la consolidation d'une bourgeoisie industrielle locale, grâce à l'action de l'Etat. Celle-ci tendrait à se substituer progressivement au capital étranger sur la base de la destruction des rapports de production anciens par le capital colonial agraire. Paradoxalement, ces deux positions

sont fondées sur des constatations empiriques largement identiques ! Tous les auteurs soulignent le rôle du surplus agricole dans l'industrialisation, l'augmentation moins rapide de l'emploi industriel par rapport à la production, la faiblesse des relations inter-sectorielles, l'ampleur du contrôle étranger direct sur l'industrie, la spécialisation de celle-ci dans les activités à faible valeur ajoutée, enfin le déséquilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements. Au fond, comme cela arrive souvent dans les controverses autour de la théorie marxiste du sous-développement, ce qui est pour les uns la preuve de l'absence de développement capitaliste national est pour les autres la preuve d'un tel développement. «Comme personne ne nie qu'un certain type de développement capitaliste a lieu, ce doit être la notion qualitative de ce développement qui est l'objet du débat», et «la façon dont la problématique a été formulée empêche l'analyse du capitalisme réellement existant» (B. BECKMAN).

La question de l'émergence d'une bureaucratie nationale a été fortement débattue en Afrique, et les positions qui s'affrontent sont extrêmement diverses.

Pour les théoriciens de la dépendance, la bourgeoisie locale africaine possède un caractère petit bourgeois ou compradore, qui en fait une bourgeoisie à la fois improductive et inefficace. Elle dépend pour l'essentiel du capital étranger, soit qu'elle en constitue l'agent ou le relais, soit qu'elle représente son partenaire subordonné. Et ces caractères sont vrais de la bourgeoisie bureaucratique autant que de la bourgeoisie commerciale privée. Généralement corrompue, non en raison de la normalité intrinsèque, mais de sa position subordonnée au capital étranger, cette bourgeoisie est en outre traversée de divisions ethniques, confessionnelles ou classiques qui lui confèrent une grande hétérogénéité et réduisent d'autant sa capacité à formuler une stratégie économique cohérente et a fortiori à diriger un processus d'accumulation autonome.

Pour Amilcar CABRAL : «il n'y a pas de bourgeoisie économiquement viable parce que l'impérialisme en a empêché la création. Il y a seulement une catégorie de la population au service de l'impérialisme et qui a appris à manipuler l'appareil de l'Etat... Dans les conditions coloniales, c'est la petite bourgeoisie qui est l'héritière du pouvoir d'Etat» (1969). Certains auteurs définissent la petite bourgeoisie en termes plus orthodoxes (Colin LEYS), en plaçant dans cette catégorie les propriétaires de moyens de production et d'échange n'utilisant pas de salariés, artisans, commerçants, paysans, voire petits fabricants. D'autres (John SAUL et Mahmood MAMDANI) y incluent les fonctionnaires, les commerçants et les koulaks. Parfois, cette petite bourgeoisie est définie comme étant la classe dominante, même si par ailleurs on admet que la maîtrise des rapports de production locaux appartient à la bourgeoisie métropolitaine. Mais une telle attitude évacue les différenciations introduites par le fonctionnement de l'Etat et du capital au sein de la petite bourgeoisie.

Parfois, on reconnaît le rôle de l'Etat dans la constitution de nouvelles classes dominantes ou privilégiées, autres que les catégories de salariés. L'appareil d'Etat est alors envisagé comme étant une variable

indépendante déterminant le pouvoir économique, en ce sens que l'impossibilité pour les entrepreneurs locaux de soutenir la concurrence des firmes étrangères les pousse à rechercher des «moyens politiques» d'accumulation du capital. Mais l'Etat contribue à former de nouvelles classes dominantes parce qu'il est aussi un lieu stratégique dont l'occupation permet la captation de revenus de nature diverse. Enfin, la fonction de l'Etat dans la transformation de la société peut s'appuyer sur sa capacité à distribuer de l'emploi et de l'éducation plutôt que sur son intervention dans les rapports sociaux de production.

Parmi ces nouvelles classes dominantes ou privilégiées, la bureaucratie d'Etat est parfois placée au centre de l'analyse. Certaines études concluent à la nature compradore des couches bureaucratiques (T. TURNER, à propos du Nigéria). L'argument est que les éléments supérieurs de la bureaucratie possèdent grâce au contrôle formel de l'Etat sur certains secteurs — notamment celui du pétrole, la capacité de négocier directement avec les hommes d'affaires étrangers pour monnayer l'octroi de marchés ou d'autorisations de toute sorte. En quelque sorte, l'appareil d'Etat lui-même se transforme en un immense marché dont l'accès pour le capital étranger aussi bien que pour le capital national est contrôlé par les hauts fonctionnaires. Parfois encore, les privilèges matériels que s'assurent les éléments de la (haute) bureaucratie sont rattachés à une autonomie relative de l'appareil d'Etat vis à vis du capital étranger et du capital local, qui lui confère une capacité de coordination des décisions. Mais rarement la question est posée de savoir dans quelle mesure cette haute bureaucratie fonde sa promotion sociale et son enrichissement : sur la manipulation des fonctions de service de l'Etat ou au contraire sur la mise en place d'une base économique propre par le biais de l'intervention de l'Etat dans la production ? En d'autres termes, l'occupation des hauteurs dominantes du système politique est-elle une simple étape devant conduire à l'entrée dans le monde des affaires privées ou est-elle au contraire l'amorce de la cristallisation d'une fraction particulière, éventuellement hégémonique, de la bourgeoisie ?

SUMMARY

Development theory, as imposed in the 1950s as a discipline in the dominant economics, has very little theoretical basis.

A. HIRSCHMAN defines development theory as a negation of the principle of mono-economics — (a negation which implies that under-developed countries are endowed with a number of common features which distinguish them clearly from advanced industrialized countries, and thus could not be studied without seriously changing, in a number of important areas, admitted facts in the conventional economic analysis which is oriented toward industrialized countries). As a result the point of departure of economists who are involved in the study of Third World economies is the observation of specific phenomena which are inexistent in the Western economy. These observed phenomena, however are mere descriptions as no explanation is given as to their origins, or their significance.

The common practice which consists of singling out specific phenomena, among others, to establish the specificity of the situation of Third World countries therefore reveals itself to be totally arbitrary — In effect, this results in privileging an aspect of a complex reality about which these economists lack a total comprehension. Furthermore, the development economists, by so proceeding, are not really attempting to produce new knowledge or theories on development/under-development, but simply trying to identify the exceptions to conventional analysis.

HIRSCHMAN points out that the blow that KEYNES dealt to the principle of mono-economics led to the immediate acceptance of the concept of a third type of economic science. To be sure, the blow dealt by KEYNES to neo-classical orthodoxy made it easier for Western academia and government circles to accept a non-orthodox «economics of development» but this was not at all a third type of economics, furthermore it did not displace the others.

Development economists did not develop a new approach, they simply dove into the stock of the dominant economics for tools which to them appeared more relevant to the new reality discovered. The novelty of development economics is mostly due to attempts at replacing the neo-classical orthodoxy by Keynesian and conventional tools with a view to grasping phenomena which are said to be specific but whose genesis or nature is nowhere questioned.